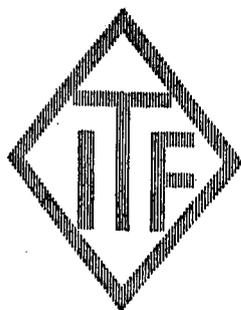


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N°7
5ème année

Amsterdam, le 3 avril 1937

Lorsque les dictateurs (I.T.F.) Une nouvelle édition
parlent de paix.----- vient de paraître du livre pu-
blié par le maréchal d'Italie

Emilio de Bono bien connu aux syndicalistes de tous les pays comme un des complices à l'assassinat du député socialiste Matteotti sur la préparation de l'agression italienne en Ethiopie ("La preparazione e le prime operazioni" Roma 1937). Les faits et les lettres rendus publics par de Bono ne démontrent pas seulement que la dictature fasciste a sciemment préparé la guerre, ils prouvent une fois de plus que les discours pacifistes des dictateurs ne servent qu'à camoufler leurs préparatifs de guerre. Dès 1933--ainsi de Bono (page 8)--"le Duce avait nettement l'idée que la question (l'agression contre l'Ethiopie Red.) devait trouver une solution pas plus tard que 1936". Or, le 30 décembre 1934, Mussolini rédigea en personne les "Directives et plan d'action pour résoudre la question italo-abyssine" (page 79) document strictement secret, remis en cinq exemplaires seulement aux chefs d'armée. Publiquement toutefois Mussolini professait son attachement à la paix: "Personne ne pourra contester le sincère désir de paix du gouvernement (italien)--discours prononcé le 25 août 1933 à l'occasion des grandes manoeuvres-- Agence Stefani). Avec plus de sans-gêne encore il déclara à Rome (le 18 mars 1934): "La mission historique de l'Italie se trouve en Afrique et en Asie... Il ne s'agit pas de conquêtes territoriales mais, d'une...collaboration entre l'Italie et les peuples d'Afrique et de l'Orient" (The Times", 19 mars 1934).

Aussi longtemps que possible l'Italie fasciste devait apparaître comme la puissance qui veut la paix et la victime devait être provoquée à faire des choses inconsidérées. Ce n'est que lorsqu'il se trouva que l'Abyssinie ne se laissait pas provoquer que la dictature fasciste se décida à une attaque ouverte. Il écrivit le 13 février à de Bono qui entretemps avait été envoyé en Erythrée comme gouverneur militaire: "L'ensemble des indices et les interceptions de nouvelles permettent de supposer que le Negus ne désire pas prendre l'initiative du choc...Si le Negus n'a pas l'intention de nous attaquer, c'est nous qui devons prendre l'initiative..." Et dans une

autre lettre de quelques semaines plus tard: "Egalement en vue de controverses internationales possibles (Société des Nations etc.), il est utile d'accélérer le rythme." (Pages 80 à 81.)

"Il ressort clairement des extraits de lettres et de télégrammes" ainsi observe de Bono "que notre programme a été radicalement changé. On allait passer du projet d'une défensive manoeuvrée suivie d'une contre-offensive à une action offensive." (Page 81)

Les contrats conclus avec les Nazis ne sont que des chiffons de papier.

(I.T.F.) Au début de l'été 1933 le Vatican a conclu avec les Nazis un Concordat et procuré ainsi à la dictature hitlérienne son premier succès

de politique étrangère. Dans les Encycliques sur la situation de l'église catholique en Allemagne, le pape Pie XI doit à présent ouvertement constater que l'Allemagne a traité le Concordat comme un chiffon de papier: "Chacun dont l'âme est encore quelque peu ouverte à la vérité et dont le coeur possède encore une ombre de sentiment de justice" ainsi le pape "devra constater avec surprise et une indicible horreur comment la dictature hitlérienne* a transformé en ligne de conduite normale les fausses interprétations du contrat, le sabotage du contrat et enfin la violation plus ou moins complète du contrat". (Extrait d'un texte publié dans le journal catholique hollandais "De Tyd", Amsterdam le 24 mars 1937.)

Partout il y a des espions nazis. (I.T.F.) Les cheminots, marins et chauffeurs, monteurs, ouvriers et employés de toutes branches qui doivent pour des raisons professionnelles se rendre de temps à autre en Allemagne feront bien de faire attention si dans l'établissement où ils travaillent de coutume il n'y a pas d'espions nazis. Le Troisième Reich en effet est en train d'étendre son gigantesque appareil d'espionnage. A Berlin l'intention existe de contraindre chaque Allemand qui travaille à l'étranger, d'envoyer régulièrement à Berlin des rapports sur ce qui se passe dans l'établissement où il est occupé.

Dans le "Berliner Bund" du 21 mars un Allemand fort bien documenté parle de ces projets: "Dorénavant les représentants diplomatiques et consulaires du Reich ne seront pas seulement compétents pour s'occuper des Allemands à l'étranger mais encore seront responsables pour eux...

Au moyen d'une carte d'identité dont un double devra être classé dans un fichier à Berlin, les effectifs des Allemands à l'étranger devront être enregistrés. Celui qui, dans un certain délai ne présente pas la demande d'avoir la carte, perd ses droits au passeport et finalement la nationalité allemande. Il en est de même pour ceux qui refusent de donner les renseignements demandés pour cette carte: Pourquoi ils ne font pas partie d'une association (nazie), pourquoi ils ne sont pas membres du parti national-socialiste, quelle a été leur formation militaire, quelles sont leurs occupations professionnelles, leur revenu etc. On a même parlé de créer l'obligation de présenter tous les six mois des rapports (sur le travail et sur certaines choses observées) à certains organes... Les rapports sont expédiés par courrier diplomatique." (On a provisoirement renoncé au projet de faire établir des rapports dans les différentes entreprises.)

On exerce une pression sur les ouvriers et employés restés en Allemagne. "Le premier soin doit être d'amener ceux qui possèdent un passeport et désirent le conserver, aux manifestations des associations mises au pas, aux réunions du Front allemand du Travail etc. qui sont les lieux où le parti recrute ses adhérents!"

"Aujourd'hui déjà on entend partout parmi les Allemands à l'étranger formuler des griefs contre les dénonciations et l'espionnage de la part des chers concitoyens. Il se produit de plus en plus fréquemment que des Allemands habitant l'étranger qui font un voyage en Allemagne sont interrogés par la Gestapo qui leur fait des observations sur des affirmations qu'ils auraient faites à l'étranger....

Intervention politique? pas le moins du monde, pas plus que l'envoi de volontaires et d'engins de guerre en Espagne n'est une intervention militaire."

Il est vrai que certains Etats interdisent le recrutement de membres pour des associations, au moyen de menaces de caractère individuel ou économique.

* Dans le texte il est dit: "l'autre partie".

Les ouvriers sont contre les
fauteurs de guerre.-----

(I.T.F.) Le "Ruhrarbeiter" l'unique hebdomadaire du "Front du travail" qui paraît sans avoir préalablement passé par la censure de Berlin, publie (dans le troisième numéro de mars) un passage d'une lettre de protestations d'un de ses lecteurs. Cet extrait permet de se faire une idée de la résistance qui existe dans de vastes milieux ouvriers contre l'excitation à la guerre de la part des Nazis.

Une grande partie des travailleurs allemands se sentent solidaires avec les combattants républicains espagnols. Le mouvement de protestation contre l'envoi de troupes allemandes à l'appui des insurgés s'étend de plus en plus. "On écrit constamment dans tous les journaux d'assassins et d'incendiaires rouges en parlant de l'Espagne" --ainsi écrit un ouvrier. "Ce n'est pas bien car chaque ouvrier exploité et opprimé considère ces paroles comme une insulte contre lui-même." Le journal du "Front allemand du Travail" n'ose pas contredire son correspondant. Il reprend même sans aucun commentaire, la constatation disant que, après quatre années de "communauté populaire", il y a encore dans le Troisième Reich des ouvriers "exploités et opprimés". (Ruhrarbeiter, 3ème numéro de mars.)

Obus et bénéfiques.

(I.T.F.) "Beaucoup d'employeurs seraient disposés à payer des salaires plus élevés pour pouvoir se procurer des ouvriers spécialistes" --ainsi écrit le "Völkische Beobachter" du 21 mars. "L'Etat toutefois l'a empêché. Si en effet les salaires étaient majorés, toute l'augmentation du revenu, à des exceptions minimales près, s'en irait aux commerçants et serait dépensé pour des vivres en plus grandes quantités et de meilleure qualité, pour des vêtements et des chaussures et enfin pour une habitation meilleure comportant un loyer plus élevé. Seulement ces vivres, ces vêtements, ces chaussures et ces habitations nous font précisément défaut" -- ils doivent ou bien être importés ou bien être fabriqués ou construits. Le Troisième Reich produit pour la guerre et pour la destruction et non pas pour satisfaire les besoins des masses; la production des industries civiles est resserrée à l'extrême. On importe en première ligne des matières premières pour les industries de guerre. Les importations de vivres sont réduites au minimum. Les masses laborieuses sont contraintes à mourir de faim pour que l'industrie de guerre ne manque pas de matières premières. Les prix des aliments devenus plus rares augmentent; les salaires de crise dépréciés par la dévaluation du mark, ne permettent pas aux ouvriers de payer les prix du commerce clandestin. C'est ce que les Nazis désirent car ainsi la consommation baisse et par conséquent les nécessités d'importation.

Ceux qui profitent, ce sont l'Etat et les employeurs. Pour l'Etat les salaires de famine signifient un armement meilleur marché, pour les employeurs des bénéfices accrus. Le "Völkische Beobachter" peut bien dans son numéro du 26 mars écrire que "de gros bénéfices sont fréquemment faits dans les entreprises" dans le Troisième Reich de la communauté populaire.

Le merci de la patrie.

(I.T.F.) "Dans les entreprises petites et moyennes les invalides de guerre ne cessent de se plaindre car on ne montre que peu, voire pas de compréhension pour ces hommes qui un jour ont tout sacrifié pour la patrie (Wresinski, suppléant du Gauschulungswalter du "Front allemand du Travail" pour la Westphalie, "Ruhrarbeiter" troisième numéro de mars 1937.)

Ouvriers spécialistes pour temps
de guerre.-----

(I.T.F.) "La nation qui veut être militairement en état de se défendre doit disposer d'une base importante d'ouvriers spécialistes auxquels il peut être fait appel en temps de guerre" --ainsi déclare le stratège de premier plan, le major Hesse, dans le "Deutscher Volkswirt", le porte-parole du Dr. Schacht du 25 mars.

"Le besoin de personnel technique de la part des trois parties des forces militaires (armée de terre, aviation militaire et marine) est aujourd'hui déjà pressant et vu la motorisation poursuivie, il continue à s'accroître... Au début d'une guerre il faudra un nombre six fois aussi grand d'ouvriers spécialistes qu'à présent" uniquement au profit des troupes techniques.

En même temps le besoin de soldats augmente à tel point quand une guerre éclate "que même en des cas urgents l'ouvrier spécialiste à même de manier les armes, ne peut pas être laissé à l'économie".

Afin de procurer promptement à l'armée la "base importante d'ouvriers spécialistes à qui il peut être fait appel en tout temps" le major demande "que chaque ouvrier et employé soit formé, à côté de sa propre profession, pour autant que celle-ci n'est pas d'un intérêt vital en temps de guerre, pour un autre métier dans lequel il pourra, si les circonstances le réclament, être occupé en temps de guerre".

Les propositions du major Hesse ont déjà été mises en pratique c'est à dessein que les publications militaires allemandes présentent souvent des mesures déjà pratiquées comme de vagues projets. Depuis six mois environ toute l'Allemagne est répartie en "districts économiques militaires" (Wehrwirtschaftstab) au ministère de la guerre. Dans chaque district des commissions, composées d'un officier et d'un ingénieur, voyagent d'une entreprise à l'autre, visitent le parc des machines et font répondre le chef d'entreprise à un questionnaire détaillé. On ne lui remet pas le questionnaire: l'officier lit les questions et l'ingénieur inscrit les réponses. Le questionnaire rempli est remis aux autorités économiques militaires qui décident si l'entreprise en cause est oui ou non d'intérêt vital stratégique. Lorsque l'entreprise est considérée comme étant d'intérêt vital stratégique, un ou deux hommes de confiance militaires y sont délégués, les ouvriers et employés sont soumis à la loi militaire, ce qui signifie une suppression de toute liberté de mouvement et une grave menace en cas de mouvements revendicatifs.

Des cours de "transformation professionnelle" ont aussi déjà été organisés; les frais en sont supportés par le Front allemand du Travail et par l'Institut national pour le placement et l'assurance-chômage et ils sont surtout destinés aux jeunes ouvriers. La majeure partie de ces cours donnent l'apprentissage pour le deuxième métier, celui de guerre. Ceux qui sont appelés à suivre un "cours de transformation professionnelle" sont la plupart du temps des bénéficiaires de l'assistance publique des municipalités. * qui relèvent de l'état-major économique

Le triste sort des mineurs allemands.

(I.T.F.) "Les mineurs allemands tâchent de dissuader leurs fils de devenir mineurs" ainsi écrit le "Angriff", le

quotidien du Front allemand du Travail. Le journal explique la chose ainsi: "Le surplus de production nécessité par les fortes commandes de ces dernières années a eu hélas comme résultat que les surveillants dans les mines, pourchassés à leur tour par les directions, houspillent les ouvriers. Ces surveillants entendent leur tâche uniquement comme supérieurs comme gardes-chiourme.

Les nombreuses punitions et amendes pratiquées dans les mines auxquelles on a eu recours en abondance et souvent d'une manière injuste suscitent beaucoup de mécontentement. C'est ainsi que souvent on punit des mineurs individuellement ou des équipes parce que les berlines ne sont pas suffisamment remplies. Par les secousses lors du transfert il est toutefois toujours possible qu'une partie de la charge se perde." Par ce système de punitions, les mineurs sont contraints de faire des heures supplémentaires sans aucun paiement. Le "Angriff" annonce qu'"une entreprise minière de Haute Silésie qui avait infligé à plusieurs reprises des punitions pour berlines insuffisamment remplies, avait réalisé dans le courant de l'année un surplus de production --résultant d'une surcharge des wagonnets-- de plus de 20.000 tonnes.

Suivant le contrat valable dans l'industrie des mines, le congé des mineurs peut être diminué d'un jour lorsqu'ils manquent un jour au travail sans excuse. Suivant le contrat d'entreprise, le chef a le droit d'infliger une amende jusqu'à concurrence de la moitié du salaire d'une journée de travail. Or, les entreprises minières ne retiennent pas seulement l'amende en vertu du contrat d'entreprise, mais dans bien des cas elles infligent les deux punitions à la fois.

Les contrats d'entreprise dans les mines constituent un chapitre en eux mêmes. A quelques rares exceptions près ils sont tous identiques et les clauses relatives aux punitions et amendes prédominent.. (Angriff du 18 mars 1937).

Le patronat des mines a pendant de longues années financé la lutte du parti hitlérien contre les syndicats. A présent il récolte le produit de son aide et exploite le salariat à outrance sans être gêné par quoi que ce soit. Y a-t-il de quoi s'étonner que les mineurs allemands mettent en garde leurs fils contre l'exploitation dans les mines? (Pour les rédactions: Voir "Fascisme" du 17 octobre 1936, page 146.)

Le sort d'un journal clandestin. (I.T.F.) Le Fascisme se distingue du vieil absolutisme par les moyens dont il se sert pour dominer les masses. Non content d'employer à cet effet les anciennes méthodes de la force, il met aussi à son service la presse, la T.S.F. le film etc.

En Autriche aussi, la dictature catholique publie des journaux ayant pour but de gagner les masses ouvrières. Elle s'est approprié des journaux fondés dans le temps par le parti socialiste tels que "Das kleine Blatt", le "Arbeiterwoche" de Vienne, le "Tageblatt" de Linz et le "Volkszeitung" d'Innsbruck et elle continue à les faire paraître afin de conquérir les lecteurs prolétariens pour le régime actuel. En outre, une série de nouveaux journaux importants ont été créés, avant tout la presse du syndicat unique. Depuis le 11 juillet 1936, la vente de quelques journaux nazis paraissant en Allemagne est permise en Autriche. Ces journaux sont très répandus. Le "Nationale Zeitung" de Essen, l'organe de Göring est peut-être acheté davantage en Autriche que les grands journaux viennois. A part cela les Nazis publient encore des journaux clandestins, en des tirages assez importants.

Les socialistes autrichiens étaient obligés d'opposer leur presse à ces journaux cléricofascistes, monarchistes et nazis. Ils ne pouvaient eux toutefois que faire paraître des journaux clandestins. Le principal de ces journaux est le "Arbeiterzeitung". Immédiatement après son interdiction en février 1934, ce journal parut comme hebdomadaire à Brno en Tchécoslovaquie. Quelques jours après la répression sanglante du mouvement de février, des membres du Schutzbund introduisaient en secret en Autriche 18.000 exemplaires du premier numéro. Bien vite le journal atteignit un tirage formidable dans les circonstances données. En été 1934 53.000 exemplaires étaient distribués en Autriche. Ce tirage énorme n'était possible que parce qu'une grande partie était imprimée en Autriche. Pendant que les gendarmes autrichiens surveillaient la frontière pour empêcher le transport du "Arbeiterzeitung" de Brno en Autriche, de fidèles et braves camarades faisaient derrière leur dos fonctionner les presses en territoire autrichien.

En 1935 et 1936 la distribution du "Arbeiterzeitung" a dû être sensiblement resserrée, il est vrai. C'était de plus en plus difficile et d'ailleurs d'imprimer le journal en Autriche et les peines rigoureuses menaçant ceux qui distribuaient le journal --cinq années de réclusion pour la distribution de quelques feuilles!-- imposèrent la précaution que le journal ne soit plus vendu qu'à des camarades personnellement connus et de toute confiance. Néanmoins on a jusqu'à tout récemment vendu en Autriche des dizaines de milliers d'exemplaires chaque quinzaine. Le gouvernement autrichien porta plainte contre l'introduction en cachette du "Arbeiterzeitung" de Tchécoslovaquie en Autriche. On sait comment la situation politique s'est modifiée depuis le réarmement de l'Allemagne et on connaît les modifications politiques dans le bassin du Danube depuis la conclusion du Pacte de Rome. Le gouvernement tchécoslovaque désireux d'améliorer ses relations avec sa voisin l'Autriche, décréta que le "Arbeiterzeitung" ne pourrait plus paraître sur territoire tchécoslovaque à partir du mois d'avril. Le journal paraîtra désormais à Paris. (Emprunté aux Informations du Bureau des Socialistes Autrichiens à l'Étranger.) * de la Tchécoslovaquie

Comment on fait disparaître la hausse des prix. (I.T.F.) Dans les grandes sociétés autrichiennes les ouvriers réclament de plus en plus instamment

le rajustement de leurs salaires au coût de la vie. La dictature chrétienne cherche à apaiser les travailleurs en prétendant que le coût de la vie n'a pas monté et elle fait fausser à cet effet le nombre-indice. C'est ainsi que l'Office de statistiques fédéral déclare que le prix de la margarine de janvier n'était pas supérieur à celui de décembre. Seulement le "Oesterreichische Volkswirt" du 20 mars nous dit que "suivant les enquêtes faites toutes les semaines auprès des ménagères par la Chambre du Travail de Vienne, le prix de la margarine a monté de sch.:1,87 le kilo en décembre à sch.:1,98 en janvier. L'Office de statistique répliqua à la Chambre viennoise du Travail qui lui avait fait observer l'inexactitude de son chiffre, qu'il ne fallait pas tenir compte de cette hausse de prix attendu qu'il s'agissait d'un changement des coutumes de consommation et que l'augmentation a été compensée par l'emploi de qualités meilleur marché." Si cela était exact--ainsi écrit le "Oesterreichische Volkswirt" l'établissement de chiffres-indices du coût de la vie perdrait tout son sens. On pourrait dans ce cas remplacer la viande de veau par celle de cheval, le café par le café de malt etc. tout cela en alléguant un changement des coutumes de consommation. Ceci donnerait une image du développement de la consommation mais non pas du coût de la vie! La dictature devra dorénavant être plus prudente lorsqu'elle se mêle de statistiques!-

L'épisode des délégués d'usine en Italie. (I.T.F.) Si en Allemagne les Nazis avaient remplacé les conseils d'usine, libre représentation des travailleurs par des conseils de confiance--dont ils ne risquent plus à présent d'affronter les élections--le fascisme italien^a fait disparaître après peu de temps l'institution des délégués d'usine qu'il avait substituée aux anciens conseils d'usine.

Nous publions ci-après avec l'autorisation de l'auteur, quelques extraits --légèrement raccourcis-- de l'intéressant livre du Prof. Gaetano Salvemini "Under the Axe of Fascism", une excellente étude de la situation des ouvriers italiens sous la domination fasciste. Cet ouvrage qui contient une documentation abondante et sûre jusque dans les détails mérite d'avoir une place dans chaque bureau de rédaction et chaque bibliothèque. Sa composition systématique et son index ample et précis en font une des plus précieuses sources de documentation dans la lutte antifasciste.

"Jusqu'en 1925, les ouvriers de bien des fabriques, notamment dans l'industrie des métaux, élisaient tous les ans des "commissions d'usine" destinées à les représenter dans les négociations avec le directeur. Ces élections avaient lieu au sein même des fabriques.... Aucun candidat fasciste n'a jamais été élu. Le résultat des élections tenues entre novembre 1924 et le printemps 1925 dans 24 entreprises était le suivant: votes fascistes 605; votes antifascistes 8.887. Les fascistes avaient réussi, il est vrai, à détruire les syndicats socialistes et chrétiens-démocratiques mais non pas à éloigner les travailleurs de leur anciens leaders. Il fallut par conséquent avoir recours à d'autres moyennes pour les soumettre au contrôle du parti dominant. ... Le Grand Conseil fasciste déclara (en juin 1925) que le monopole de la représentation serait conféré aux syndicats fascistes... Le 12 octobre 1925 la Confédération des employeurs industriels reconnut les syndicats fascistes comme les uniques représentants de leurs salariés et promit de ne conclure des accords qu'avec ceux-ci. Les syndicats de leur côté autorisèrent les employeurs à ignorer dorénavant les "commissions d'usine"... (Par un décret loi du 15 novembre 1925 la situation fut légalisée).

.... Au printemps 1928, les syndicats fascistes commencèrent à désigner pour chaque établissement ou service d'établissement des "hommes de confiance d'usine" chargés de recueillir les plaintes et de les transmettre au secrétaire de leur syndicat. Le "Lavoro Fascista" déclara que ce procédé était inévitable si l'on voulait que les syndicats soient à même non seulement de conclure des contrats mais aussi de veiller à leur observation.... "L'homme de confiance d'usine est la pierre angulaire des relations entre le salarié et le syndicat". ... Un certain nombre d'industriels acceptèrent ces délégués. Mais leur Confédération se déclara inapte à accepter cette nouvelle institution, vu qu'elle était contraire aux accords d'octobre 1925. Les employeurs les plus intransigeants se mirent à congédier les délégués ainsi que les travailleurs membres des comités locaux qui prenaient leur tâche trop au sérieux.... Dans le "Lavoro Fascista" du 8 août 1929, le président de cette époque de la Confédération des syndicats industriels regretta cette situation mais tâcha d'apaiser les employeurs en proposant que les délégués ne seraient plus appelés que "correspondants" ce qui ferait ressortir que leur tâche serait uniquement dorénavant de porter à la connaissance des secrétaires des syndicats les infractions qui viendraient à leur connaissance. On ne pouvait pas aller plus loin, car, ainsi ajoutait-il: "Les syndicats ont le droit de savoir si les contrats sont oui ou non respectés".

.... Arnaldo Mussolini, le frère du Duce, prit le parti des industriels, écrivant dans un article dans le "Popolo d'Italie" du 13 août 1929: "La question des délégués ouvriers est d'une importance secondaire le problème le plus important est toujours celui de produire la plus grande quantité possible de richesses." # Fioretti,

Sous la présidence de Mussolini toute la question fut examinée une fois de plus et la proposition de nommer des délégués d'usine fut définitivement repoussée.... Les employeurs avaient remporté la victoire."

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

La Reichsbahn est dominée par les industriels. (I.T.F.) La Reichsbahn allemande a été constituée en 1920 par une concentration des chemins de fer des diffé-

rents Etats. Les industries fournisseurs de la Reichsbahn étaient dès le premier jour à l'affût d'une occasion qui leur permettrait de s'emparer de l'entreprise, d'éliminer du contrôle du Parlement et l'influence des organisations syndicales tout en laissant aux contribuables le soin de combler des déficits éventuels. C'est dans ce but qu'ils conclurent une alliance, eux les banquiers et barons d'industrie "nationaux", avec "l'ennemi mortel", le grand capitalisme français.

Pendant ses fonctions de Chancelier du Reich, Cuno, le directeur général de la ligne Hambourg-Amérique offrit (le 7 juin 1923) le réseau ferré du Reich comme une garantie spéciale aux créanciers des Réparations. Il désirait, en donnant en nantissement le réseau ferré, soustraire la plus grande entreprise de l'Etat au contrôle public et permettre qu'elle soit administrée et pillée en commun par les pays ayant droit aux Réparations et par l'industrie allemande. Le capital allemand, sans avoir pu entièrement atteindre son but, enregistra des succès. La propriété du réseau ferré resta auprès du Reich, mais le droit d'exploitation lui fut soustrait pour une période déterminée et transférée à la "Reichsbahngesellschaft" qui devait prendre à sa charge une partie des Réparations. Mais en ce qui concerne la gestion et la politique du personnel la Reichsbahn fut soustraite dans une large mesure au contrôle du Parlement et aux lois. Le directeur général -- le ministre actuel des Communications, le Dr. Dorpmüller -- reçut qualité pour agir sans égards vis-à-vis du personnel; au sein du conseil d'administration, les fournisseurs de la Reichsbahn, avec à leur tête l'industriel Siemens et l'industrie lourde, dont (depuis 1930) le gendre de Krupp, le Freiherr Wilamowski, étaient les maîtres.

Les syndicats allemands protestèrent de toute leur force contre la situation d'exception qu'on faisait à la Reichsbahn. Leur campagne contre cette usurpation de la part des industriels et l'oppression des cheminots allemands, fut appuyée de manière exemplaire par l'ITF et ses organisations. Cette âcre lutte des cheminots de tous les pays semblait en 1929, mettre en échec les desseins de l'industrie allemande. Les représentants des pays créanciers déclarèrent que la politique du personnel de la Reichsbahn ne les intéressait pas. C'est alors que le ministre actuel de l'Economie nationale, le Dr. Schacht écrivit le 6 juin 1929, une lettre au président de la Commission des Réparations, M. Owen Young, le priant de veiller à ce que le "caractère privé et indépendant (du contrôle public! Réd.) de la Reichsbahn soit maintenu". Les industriels décidèrent de faire jouer leurs influences avec l'industrie de l'étranger. L'industriel berlinois Siemens, un des principaux fournisseurs de la Reichsbahn, négocia ouvertement avec les industriels étrangers. L'industrie et les banques allemandes de même que leur porte-parole le Dr. Schacht voulait, avec l'aide de l'étranger s'assurer cette aubaine, aussi longtemps que menaçait le danger d'un contrôle parlementaire sur la gestion et la politique de personnel de la Reichsbahn. A cette même époque, le Dr. Schacht toutefois entra en relations avec les nationaux-socialistes, participant aux manifestations de ceux qui s'élevaient contre "l'incursion des créanciers des Réparations"!

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui aucun danger ne menace plus les fournisseurs de la Reichsbahn. Leurs représentants siègent comme "experts" dans la Commission consultative de la Reichsbahn et décident eux-mêmes des commandes qui leur seront passées. Il est vrai que le 10 février 1937 la Reichsbahn a de nouveau été officiellement rendue à l'Etat, la direction générale n'est plus nommée comme jusqu'ici par les membres du Conseil d'administration, mais par les conseils des ministres et le directeur général est en même temps ministre des Communications. Cela cependant ne gêne guère les industriels, qui savent que la politique économique hitlérienne tient compte, pour peu que les intérêts des armements le permettent, de leurs désirs. Si officiellement la Reichsbahn a été restituée à l'Etat c'est une preuve que les industriels se sentent sûrs de leur souveraineté sur les "seigneurs" du Troisième Reich."